

VILLEFRANCHE DE CONFLENT - Commune

Séance du 09 avril 2026

Membres en exercice :
11

Date de la convocation: 03/04/2026

neuf avril deux mille vingt-six l'assemblée régulièrement convoquée, s'est réunie sous la présidence de Monsieur Gilles ROBERT

Présents : 11

Votants: 11

Pour: 11

Contre: 0

Abstentions: 0

Présents : Madame Frédérique LATOUR, Monsieur Benoît MENE, Monsieur Gilles ROBERT, Monsieur Stéphane BARAJAS, Madame Anissa MEGHRAOUI, Monsieur Bernard CAILLIS, Monsieur Laurent BACO, Madame Marie-Noëlle NEAUD, Madame Céline MONSEGUR, Madame Marjolaine CARMINATI, Monsieur Jimmy COURTIN

Représentés:

Excusés:

Absents:

Secrétaire de séance: Madame
Frédérique LATOUR

Acte rendu exécutoire
après dépôt en préfecture
le 13 / 04 / 2026
et publié ou notifié
le 13 / 04 / 2026

Objet: Convention de servitudes pour les ouvrages souterrains parcelle B1341 Fuilla - DE_050_2026

Dans le cadre des travaux de sécurisation de l'eau potable, la commune a sollicité ENEDIS afin de procéder au déplacement de quatre tronçons de câbles situés sur le parking où seront construits les nouveaux réservoirs, sur la parcelle cadastrée B1341, secteur Las Cobas, à Fuilla.

À cet effet, Monsieur le Maire donne lecture de la convention de servitudes pour ouvrages souterrains transmise par ENEDIS. Cette convention concerne l'implantation de quatre canalisations souterraines et de leurs accessoires dans une bande de 2 mètres de large, sur une longueur totale de 150 mètres, ainsi que la pose éventuelle de bornes de repérage.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré :

- approuve la convention de servitudes relative aux ouvrages souterrains sur la parcelle cadastrée B1341 ;
- autorise Monsieur le Maire à signer tous les documents afférents à cette affaire.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait certifié conforme.

Le Maire,
Gilles ROBERT



LE SECRETAIRE

Voies et délais de recours :

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, toute personne intéressée peut contester la légalité de la présente décision dans les deux mois qui suivent la date de publication et/ou sa notification.

A cet effet, elle peut saisir le Tribunal administratif de MONTPELLIER (Espace Pitot, 6 Rue Pitot, 34063 MONTPELLIER CEDEX 02) d'un recours pour excès de pouvoir. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision et/ou d'un recours hiérarchique le représentant de l'Etat dans le département. Cette démarche proroge le délai de recours contentieux qui doit alors être reconduit après l'écoulement d'un délai de deux mois suivant la réception de ce recours. L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut décision de rejet implicite. Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen »

Date de transmission de l'acte: 13/04/2026

Date de réception de l'AR: 13/04/2026

066-216602235-DE_050_2026-DE

A G E D I